

**RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AU RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU COMMERCE INTERNATIONAL**

à la lutte contre la pandémie de VIH/sida. Dans le cadre de son engagement renouvelé à l'égard des priorités mondiales en matière de développement social, le Canada a pris les engagements suivants :

- il a quadruplé le financement de ses programmes concernant le VIH/sida en le portant de 20 millions \$ en 2000 à 80 millions \$ en 2005. Cette initiative représente un investissement total de 270 millions \$ sur une période de cinq ans;
- de plus, en 2001, il s'est engagé à verser une contribution de 150 millions \$ (100 millions \$ US) au GFATM, ce qui représente le huitième engagement le plus important fait par un pays en ce qui concerne ce Fonds mondial. En ce qui concerne les sommes déjà versées au Fonds, le Canada se classe au sixième rang parmi les pays donateurs (après avoir fait un classement au prorata des contributions en espèces que les divers pays membres de l'Union de la Communauté européenne se sont engagés à faire); et
- en 2002, il s'est engagé à verser 50 millions \$ supplémentaires pour appuyer les travaux de l'Initiative internationale pour un vaccin contre le sida (IAVI) et du Partenariat africain pour un vaccin contre le sida (AAVP).

En ce qui concerne la contribution à la lutte contre le VIH/sida à l'échelle mondiale, le montant des investissements dans les programmes de l'ACDI est passé de 14 millions \$ en 1995-1996 à un niveau prévu de 120 millions \$ en 2003-2004.

Le gouvernement collabore avec divers partenaires au développement, notamment avec plusieurs organismes des Nations Unies, des ONG canadiennes et internationales, le secteur privé et d'autres gouvernements, pour appuyer diverses initiatives bilatérales et multilatérales concernant le VIH/sida. Il est convaincu que la nature de cet appui continuera d'assurer une réaction gouvernementale globale contre le VIH/sida à l'échelle mondiale, surtout en Afrique subsaharienne. Nous continuerons de mettre en oeuvre les initiatives actuelles et d'étendre notre investissement en étant actifs dans les secteurs des soins, du traitement et du soutien accrus et en cherchant une solution aux problèmes des stigmates et de la discrimination ainsi qu'à celui des inégalités sexospécifiques en mettant tout particulièrement l'accent sur les occasions pour les pays de concentration comme le Mozambique et la Tanzanie.

En outre, l'ACDI et le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international collaboreront avec Santé Canada pour s'assurer que le volet collaboration internationale de la Stratégie canadienne renouvelée sur le VIH/sida, mise actuellement sur pied par Santé Canada, complète leur travail et contribue au plan d'action du gouvernement pour la lutte contre la pandémie mondiale de VIH/sida.